

Luxembourg, le 13 juin 2026

Résolution sur la défense et la sécurité interne

Commission spéciale

Ces dernières années, la question du sentiment de sécurité nationale est devenue un enjeu central chez les jeunes Luxembourgeois. L'évolution de la situation géopolitique et sociale à l'échelle internationale suscite une attention particulière. C'est ce que confirme également l'enquête Youth Survey Luxembourg (YSL) réalisée en 2024, qui avait été menée en 2019 auprès de résidents âgés de 16 à 29 ans (Sozio et al., 2020) et en 2024 auprès de résidents luxembourgeois âgés de 12 à 29 ans (Residori et al., 2025)¹. 79,3 % des jeunes âgés de 12 à 29 ans expriment leur crainte d'une guerre en Europe. Par ailleurs, l'étude confirme les inquiétudes liées à la sécurité personnelle, la criminalité, la violence et l'instabilité économique, qui contribuent à renforcer le sentiment d'insécurité chez les jeunes. Dans le même temps, les jeunes expriment le besoin d'être davantage intégrés dans les discussions sur la sécurité et la défense, car, jusqu'à présent, leur point de vue ne semble pas avoir été considéré comme important dans ces débats.

Ce sentiment s'intensifie avec des incidents locaux, tels que les actes de vandalisme à Roodt-sur-Syre² et l'attaque au couteau au Limpertsberg³. Ces événements qui se produisent au plus près de la population montrent que ces préoccupations sont loin d'être abstraites, mais s'inscrivent dans le quotidien. Malgré cette réalité, les jeunes restent en marge des débats sur la sécurité et la défense. De nombreux jeunes considèrent que leurs perspectives ne sont pas suffisamment prises en compte, ce qui creuse le fossé entre les personnes directement concernées par les enjeux sécuritaires à venir et les processus décisionnels qui les façonnent.

¹ <https://2025.jugendbericht.lu/bericht/4-der-blick-junger-menschen-auf-gesellschaft-und-sich-selbst-politik-partizipation-soziales-umfeld-freizeitverhalten-und-wohlbefinden/4-2-der-blick-junger-menschen-auf-politik-und-gesellschaft/4-2-1-gesellschaftsbezogene-aengste/>

² <https://justice.public.lu/fr/actualites/2026/04/communiqueparquet-luxembourg-vandalisme-etablissement-scolaireroodt-syre.html>

³ <https://infos.rtl.lu/news/luxembourg/une-lyceennetransportee-aux-urgences-suite-a-une-dispute-1460795886>

De même, l’attrait d’une carrière au sein des forces armées luxembourgeoises se heurte à certaines limites, ce qui peut dissuader certains candidats de s’engager dans cette voie. Cette observation revêt une importance particulière dans le débat public sur la possibilité d’un service militaire obligatoire, qui soulève des questions fondamentales de responsabilité civile, de liberté et de préparation.

Dans ce contexte, il est extrêmement important de remédier aux lacunes structurelles et de perception dans l’approche du gouvernement en matière de défense et de sécurité. Pour garantir la résilience nationale, il ne suffit pas d’investir dans l’industrie de l’armement, il faut également impliquer les jeunes générations, communiquer plus clairement et mener un dialogue plus inclusif sur le rôle de la jeunesse dans la construction de l’avenir du pays en matière de politique de sécurité.

Le Parlement des Jeunes :

- A. Préoccupé par l’augmentation du nombre d’agressions dans les villes et par leur progression au Luxembourg en 2024 (hausse de 5,46 % par rapport à 2023), comme en témoigne l’attaque à l’arme blanche survenue le 27 janvier 2026 à Limpertsberg ayant entraîné la mort d’une femme de 35 ans et blessé gravement une autre personne⁴.
- B. Considérant que certaines zones urbaines de la ville de Luxembourg sont perçues comme moins sûres, 21 % des résidents luxembourgeois éprouvant un sentiment de danger selon le STATEC, en particulier le soir, en raison d’incivilités, de rassemblements perturbateurs ou de la consommation de substances illicites⁵.
- C. Reconnaisant la position stratégique du Luxembourg au sein de l’OTAN et de l’Union européenne, ainsi que la nécessité de renforcer la coopération avec les partenaires militaires afin de consolider la sécurité nationale et régionale⁶.

⁴ <https://www.virgule.lu/luxembourg/attaque-au-couteau-au-limpertsberg-il-est-venu-au-luxembourg-pour-tuer/130549861.html>
<https://lequotidien.lu/a-la-une/agressions-avec-armes-92-cas-en-2025-luxembourg-concentre-pres-de-la-moitie-des-faits/>
<https://police.public.lu/dam-assets/fr/publications/2025/rapport-activite/ra2024.pdf>

⁵ <https://paperjam.lu/article/insecurite-drogue-criminalite-https://today.rtl.lu/news/luxembourg/private-security-firms-have-achieved-nothing-so-far-says-police-trade-union-1786437>

<https://statistiques.public.lu/en/actualites/2023/sentiment-securite.html>

⁶ <https://mae.gouvernement.lu/en/directions-du-ministere/affaires-politiques/relations-internationales.html>

- D. Réaffirmant que le recours à la vidéosurveillance (CCTV) au Luxembourg peut porter atteinte au droit à la vie privée des personnes dans la mesure où elle implique le traitement de données à caractère personnel d'un nombre illimité de personnes⁷.
- E. Observant la fréquence croissante des cyberattaques visant tant les institutions publiques que les entités privées, comme l'illustre notamment l'attaque contre POST Luxembourg, et s'inquiétant des conséquences potentielles de tels incidents, notamment⁸ :
- a. les fuites de données;
 - b. les menaces pour la sécurité nationale;
 - c. l'isolement numérique.
- F. Alarmé par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée en cybersécurité dans les secteurs public et privé, et donc par le manque de résilience face aux attaques perpétrées par des acteurs étrangers⁹.
- G. Profondément préoccupé par le faible nombre de personnes recrutées au sein des forces armées luxembourgeoises ainsi que par les difficultés à attirer et retenir des personnes hautement qualifiées, notamment en raison des éléments suivants¹⁰ :
- a. Le taux d'attrition élevé dans le processus de recrutement des forces armées luxembourgeoises.
 - b. Les défis liés au recrutement et à la rétention de profils hautement spécialisés dans les domaines techniques, en particulier dans des domaines tels que l'informatique, l'ingénierie et la logistique, en raison de rémunérations et de perspectives de carrière nettement plus compétitives dans le secteur civil.
- H. Pleinement conscient des inquiétudes croissantes exprimées par les jeunes et l'ensemble de la population quant à la possibilité d'un service militaire obligatoire en temps de crise.

⁷ <https://www.virgule.lu/luxembourg/110-nouvelles-cameras-dans-le-quartier-gare-une-spirale-de-surveillance-dans-la-capitale/143428616.html>

⁸ https://gouvernement.lu/en/gouvernement/delles-lex/actualites.gouvernement2024%2Ben%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniques%2B2025%2B07-juillet%2B25-celulle-crise-post.html

⁹ https://observatory.nc3.lu/media/reports/Portrait_Mode_Report_layout_workforce_AA5.pdf
https://gouvernement.lu/en/gouvernement/delles-lex/actualites.gouvernement2024%2Ben%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniques%2B2025%2B07-juillet%2B25-celulle-crise-post.html

¹⁰ <https://www.lesfrontaliers.lu/emploi/larmee-lancee-dans-la-difficile-bataille-du-recrutement/>

- I. Insistant sur la hausse de la délinquance juvénile au Luxembourg, où le nombre de délinquants mineurs est passé de 947 en 2019 à 1 734 en 2023, avec une augmentation particulièrement marquée des vols avec violence et des infractions contre les personnes, une situation qui témoigne d’un besoin croissant de prévention précoce et d’interventions ciblées auprès des jeunes¹¹.
- J. Notant que les récentes évaluations internationales de l’état de préparation du Luxembourg face à une pandémie ont mis en évidence des vulnérabilités persistantes, notamment en matière de gestion stratégique des stocks, de capacités de coordination et de planification à long terme des urgences sanitaires, avec des implications potentielles non seulement pour la sécurité nationale, mais aussi pour la résilience de la société et la protection des populations vulnérables, malgré la réponse globalement efficace lors de la pandémie de COVID-19¹².
- K. Reconnaissant que la coordination entre les organismes de protection civile, les services d’urgence et les institutions de défense demeure complexe, en particulier dans les scénarios de crise hybrides (par exemple, les incidents cybernétiques ayant des implications physiques), ce qui révèle des faiblesses dans la préparation intersectorielle¹³.

Le Parlement des Jeunes :

- 1. Soutient les cours d’autodéfense proposés par la Police grand-ducale et demande leur mise en place dans les écoles.
- 2. Encourage le gouvernement luxembourgeois à lancer une enquête nationale périodique sur le sentiment d’insécurité des habitants et à en publier les résultats afin de mieux cerner l’évolution des perceptions en matière de sécurité publique et d’adapter les stratégies de prévention en conséquence.
- 3. Demande le renforcement de l’« unité de police locale » spécialisée afin d’augmenter la fréquence des patrouilles et, partant, la probabilité d’une présence policière sur les lieux d’un crime violent.

¹¹ <https://today.rtl.lu/news/luxembourg/juvenile-crime-in-luxembourg-nearly-doubles-over-four-years-2196159>
<https://today.rtl.lu/news/luxembourg/three-teenagers-identified-following-vandalism-incident-at-roodt-sur-syre-school-84780943>

¹² <https://www.lessentiel.lu/de/story/who-bilanz-wo-luxemburg-im-pandemie-check-noch-nachbessern-muss-103459534>

¹³ https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/civil-protection/national-disaster-management-system/luxembourg_en?utm_source

4. Appelle au renforcement des mesures de lutte contre le trafic et la consommation de drogues, notamment :
 - a. l'intensification des contrôles douaniers grâce à l'amélioration des dispositifs de détection des stupéfiants (p. ex. chiens renifleurs) et à des formations de sensibilisation aux drogues destinées aux forces de l'ordre et aux autres agents concernés;
 - b. l'intégration du « Narcan » dans les trousseaux de premiers secours de l'ensemble des secouristes et du personnel médical, afin de garantir une prise en charge correcte et immédiate en cas d'abus de drogues.
5. Met l'accent sur une collaboration accrue avec les partenaires militaires afin de renforcer la sécurité nationale et internationale, notamment par :
 - a. l'intensification des exercices d'entraînement conjoints avec les forces alliées;
 - b. l'optimisation des mécanismes de partage de renseignements;
 - c. le renforcement de la collaboration en matière de cybersécurité et l'échange d'informations;
 - d. l'augmentation du financement des initiatives de défense collaborative.
6. Invite les conseils communaux à poursuivre l'installation de systèmes de vidéosurveillance dans les zones fortement touchées par la criminalité violente – à l'instar de l'initiative récemment approuvée par la Ville de Luxembourg pour le quartier de la gare – tout en veillant à ce que l'utilisation des images soit limitée à l'identification des auteurs d'infractions, notamment par des contrôles réguliers de conformité en matière de protection des données.
7. Insiste sur une mise en œuvre plus stricte des règles de protection des données afin de garantir que le recours à la vidéosurveillance soit proportionné et strictement limité aux situations nécessaires.
8. Invite le gouvernement luxembourgeois à renforcer la cybersécurité nationale en :
 - a. consolidant les organismes et les systèmes de cybersécurité existants, y compris les systèmes de secours sécurisés et, le cas échéant, hors réseau;
 - b. investissant davantage dans :
 - les possibilités de formation et les programmes éducatifs, en particulier dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) appliquées à la cybersécurité, afin de développer les compétences en matière de données et d'attirer les talents;

- les infrastructures numériques et non numériques afin de garantir la résilience nationale à long terme face aux cyberattaques pour un environnement numérique sécurisé.
9. Recommande que le gouvernement renforce et étende considérablement les cadres de recrutement existants en :
 - a. mettant en place des programmes ciblés de contrats d'études et des modèles de service flexibles adaptés aux professionnels hautement qualifiés;
 - b. introduisant des incitations financières compétitives.
 10. Réaffirme l'importance du programme national de service volontaire déjà en place visant à soutenir les jeunes ne poursuivant plus leurs études ou n'ont pas de projet professionnel défini, afin de leur offrir des possibilités de formation et d'emploi dans les secteurs de l'armée, des premiers secours, de la santé et des services publics.
 11. Encourage le gouvernement luxembourgeois à communiquer de manière claire et transparente avec le public, par la publication d'une note sur les sites web officiels, afin de répondre aux inquiétudes que la population pourrait avoir concernant le service militaire forcé et d'empêcher la propagation de fausses informations ou de désinformation.
 12. Appelle le gouvernement luxembourgeois à renforcer les politiques de prévention et de résilience destinées aux jeunes en évaluant régulièrement leurs préoccupations, en élargissant les formats de dialogue civique et en intégrant de manière plus systématique le bien-être mental, la sensibilisation à la sécurité et la préparation aux crises dans les politiques d'éducation et de jeunesse.
 13. Invite le gouvernement luxembourgeois à renforcer les mesures de prévention de la violence et de la délinquance juvéniles en développant la médiation en milieu scolaire, les programmes de sensibilisation des jeunes et la coopération entre les écoles, les familles, les services sociaux et les forces de l'ordre afin d'identifier les situations à risque à un stade précoce et de prévenir la récidive.
 14. Encourage le gouvernement luxembourgeois à renforcer la préparation nationale face aux pandémies en actualisant régulièrement les stocks d'urgence, en améliorant la coordination interinstitutionnelle et en veillant à ce que la population soit bien informée des procédures à suivre en cas de crise sanitaire et des mécanismes de protection disponibles.

15. Salue la nouvelle stratégie nationale de résilience du gouvernement luxembourgeois et appelle à sa mise en œuvre rapide et efficace afin de renforcer la préparation du pays aux crises à venir.
16. Appelle à redoubler d’efforts pour sensibiliser le public et renforcer sa préparation au moyen de campagnes d’information ciblées, d’initiatives éducatives et d’actions de sensibilisation régulières, afin de garantir que la population soit bien informée et capable de réagir efficacement en cas de crise.
17. Salue les efforts du gouvernement visant à renforcer la communication de crise, notamment au moyen d’initiatives telles que LU-Alert, et demande son extension afin de garantir une diffusion d’informations rapide, fiable et sécurisée à l’ensemble de la population, renforçant ainsi la résilience et la préparation de la société face à des crises complexes et hybrides.

En conclusion, le Parlement de Jeunes préconise une politique transparente en matière de recrutement, de financement de la défense et de mise en œuvre des mesures de sécurité intérieure. Les stratégies de renforcement de l’armée ainsi que les décisions budgétaires doivent tenir compte de l’avis des jeunes afin de garantir une cohésion à long terme. En effet, ce sont les générations futures qui en subiront le plus les conséquences, qu’elles soient positives ou négatives.

Cependant, le domaine de la sécurité ne doit pas servir de prétexte pour s’affranchir de la confidentialité des données personnelles et justifier un triage sélectif sur la base d’un « profilage ». La confiance entre les citoyens et l’État est brisée dès que ce dernier entreprend de surveiller la population au nom de la sécurité.

Finalement, cette résolution met en évidence les préoccupations ainsi que les aspirations des jeunes en matière de développement de la défense et de sécurité intérieure.